

LEUR ACTION A ÉTÉ ENTAMÉE DEPUIS LE 25 JUILLET DERNIER

Mobilisation citoyenne autour des deux grévistes de la faim à Bechloul

«*Avant d'engager cette ultime action, nous avons alerté toutes les autorités concernées. Nous avons expliqué notre cas à tous les responsables qui ont reconnu la justesse de notre revendication. Cependant, aucun d'eux ne voulait accéder à notre demande. Maintenant que nous avons décidé d'entamer cette grève de la faim, nous ne pouvons reculer. Nous allons poursuivre notre action jusqu'à satisfaction de notre revendication, à savoir un logement pour chacun de nous deux, au même titre que ceux qui viennent d'en bénéficier. Nous n'allons pas reculer. Nous allons poursuivre notre action jusqu'à notre dernier souffle. Et si notre sacrifice devait bannir de notre pays la hogra, l'injustice et les passe-droits, je dirai que notre but est atteint puisque notre mort n'aura pas été vaine.*»

Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir) - Voilà en substance ce que l'un des deux grévistes de la faim, en l'occurrence Chrarak Rabah, nous a déclaré ce dimanche lors de notre déplacement sur les lieux, au siège de la daïra de Bechloul, à 18 km au sud-est de Bouira. Chrarak Rabah et Chacha Kamel ont décidé d'entamer une grève de la faim afin d'alerter l'opinion publique sur la manière avec laquelle a été menée l'opération de distribution de 100 logements sociaux, dont la liste a été rendue publique le 19 juillet dernier. Chrarak Rabah, âgé de 38 ans, est marié et vit avec sa femme et ses deux sœurs dans une vieille bicoque. Chômeur de son état, il avait déposé un dossier de demande de logement, au même

titre que tous les autres citoyens nécessiteux de la commune. Deux jours après l'affichage de la liste des 100 bénéficiaires, lors de l'audience que lui avait accordé le chef de daïra, il apprend que son dossier n'a même pas été étudié par la commission de daïra. Son camarade de fortune, Chacha Kamel, âgé de 40 ans, chef de famille, avec une mère et deux sœurs à sa charge, vit depuis 3 ans dans un garage dans la ville de Bechloul. Tout le monde connaissait sa situation mais la commission d'attribution n'avait pas jugé utile de lui accorder un logement décent.

Après avoir rencontré le chef de daïra qui s'est montré, selon eux, étonné par leur cas et leur a promis un logement lors des futures distributions, les deux pauvres citoyens



Les citoyens sont déterminés pour l'acquisition d'un logement décent.

n'ont trouvé d'autre moyen pour faire entendre leur voix que d'entamer une grève de la faim illimitée, non sans aviser auparavant les autorités civiles et les services de sécurité de la daïra.

Depuis le lundi 25 juillet, jour où ils ont engagé leur action, des centaines, pour ne pas dire des milliers, de citoyens ont afflué quotidiennement au siège de la daïra où les deux grévistes ont élu domicile.

Deux marches populaires avaient eu lieu au niveau du chef-lieu de daïra pour protester contre la manière avec laquelle a été

menée l'opération d'attribution des 100 logements sociaux et l'exclusion de Rabah et Kamel. Chaque jour, des dizaines de responsables d'associations et du mouvement des arouch de toutes les communes de la wilaya et même de Béjaïa et de Tizi Ouzou exprimeront leur solidarité aux deux grévistes de la faim qui ont été évacués à l'hôpital après la dégradation de leur état de santé.

Côté responsables, le chef de daïra par intérim ainsi que le P/APC se sont rapprochés des deux grévistes de la faim en leur promettant

des logements dans le cadre du programme de RHP, mais ceux-ci ont refusé de se contenter de promesses qui sont souvent non tenues. Hier lundi, une ultime tentative avait été menée par les sages des différents villages de la commune afin de ramener les deux grévistes à «la raison» pour mettre fin à leur action avec promesse d'attribution d'un logement dans les futurs quotas, mais en vain.

Chrarak Rabah nous dira, hier, encore que leur action ne leur appartient plus désormais puisque épousée par tout un peuple. «Nous allons poursuivre notre action quitte à mourir. Notre action doit servir d'exemple», ne cessait-il de nous répéter. Rappelons que pendant toute cette période de protestation, le chef de daïra et le SG de la daïra de Bechloul sont en congé.

Nombreux étaient les citoyens que nous avons rencontrés sur les lieux qui juraient par tous les saints que si jamais il arrivait un malheur aux deux grévistes...

Y. Y.

EL TARF Ruée vers les cybercafés

C'est le rush vers les cybercafés en cette première journée du Ramadan. En effet, les gérants de ces lieux ont unanimement affirmé qu'il y a une affluence record et une frénésie particulière durant les premiers jours de ce mois sacré.

Beaucoup de jeunes, faute d'autres lieux de détente, se rabattent sur les cybercafés qui sont, par ailleurs, climatisés, pour passer le temps dans la fraîcheur. Ainsi, surfer sur le Net avec une préférence notable pour les réseaux sociaux dont Meetic, Facebook, Twitter, My espace, est devenu un plaisir et un moyen de se faire des amis, d'échanger des idées et des informations. Par ailleurs, d'autres internautes s'intéressent plus à l'actualité nationale. Dans ce sens, ils étanchent leur soif via des sites Internet d'information algériens, à l'image de tsa-algerie et dna-algerie.

La gent féminine, pour sa part, préfèrent les sites de gastronomie et de couture. Pour les jeunes interrogés, la télévision n'a plus le charme et la magie d'antan. «Si nous avons envie de voir des images et des vidéos insolites et bizarres, des buts de match, des films, que nous avons raté ou tout autre chose, il nous suffit de se connecter à Youtube ou Dailymotion et de télécharger tout ce dont on a envie, et le tour est joué», ont-ils affirmé. Et d'ajouter que «la télévision nationale fait du surplace. Elle a usé jusqu'à la moelle tous ses concepts d'émissions divertissantes. Elle n'a plus rien à présenter et à offrir à son public. Il est temps d'ouvrir la télé aux compétences du secteur privé et permettre la création d'autres chaînes de statut privé». Quoi qu'il en soit, Internet a complètement chamboulé la relation de l'individu avec les autres moyens de communication et notre façon de voir le monde et de se divertir.

Daoud Allam

AÏN DEFLA

La commission d'examen des recours pour les logements rend son verdict

Depuis avril dernier jusqu'au début juillet, des listes de bénéficiaires de logements sociaux au nombre de 1 465 ont été affichées au niveau de 11 communes. L'affichage de ces listes a donné lieu à de vives contestations de la part des postulants qui se sont dit lésés au profit d'autres citoyens mieux lotis voire nantis ou même aisés.

Plus de 1 000 recours ont été déposés au niveau des daïras et soumis à l'étude, a-t-on appris lors d'une conférence de presse animée par le wali dimanche. A Djendel, pour 90 logements à attribuer, il a été enregistré 65 recours. Après étude, les noms de 62 bénéficiaires ont été validés et 18 soumis à enquête plus approfondie.

En revanche, à Boumedfaâ, pour 19 logements à distribuer, il y a eu 79 recours dont 78 se sont avérés infondés et 18 noms ont été retenus.

Ceci n'est pas le cas de Bordj Emir Khaled où, pour 49 logements, 75 recours ont été formulés et la commission a validé 37 noms et 12 frappés d'un complément d'enquête.

Dans les communes de Tarik Ibn Ziad et Aïn Bouyahia où respectivement ont été distribués 10 et 20 logements, on indique que la distribution a été irréprochable et aucun recours n'a été déposé.

Cependant, c'est la commission de distribution installée à Djelida qui est pointée du doigt comme ayant en quelque sorte failli à sa mission de transparence et d'équité. En effet, dans cette daïra, pour une liste portant 93 noms de bénéficiaires, pas moins de 420 recours ont été déposés dont 268 pour un seul nom. Néanmoins, la commission a validé 45 bénéficiaires et 48 autres soumis à enquête. Enfin, au niveau de la daïra d'El Abadia, les noms affichés de 150 bénéficiaires sont frappés par 70 recours. La commis-

sion de wilaya a validé 111 dossiers et pour les 39 restants, une enquête plus approfondie a été exigée. Cependant, on note que les commissions désignées ne sont pas les seules responsables de ce dont les postulants les accusent. On signale aussi que certains «malins» ont fourni des dossiers apparemment légaux avec des pièces et des documents faux voire «préfabriqués» où se sont livrés à la rétention d'informations par exemple mentir que le conjoint travaille et que le traitement cumulé du couple dépasse les 24 000 DA. On signale aussi le cas de certains qui ont hérité de biens mais qui n'ont pas établi leur «frédha» (document établissant la part de chacun des héritiers) intentionnellement dans le but de profiter de logements sociaux «ceux-la seront éliminés» assure-t-on. Dans tous les cas, les auteurs de ces actes auront à répondre à certaines questions affirme le directeur de l'exécutif.

Par ailleurs, s'agissant du programme FNPOS qui comporte 385 logements, on promet que la liste des bénéficiaires sera libérée d'ici une dizaine de jours, l'enquête préliminaire de contrôle ayant été achevée et validée.

Le retard dans la construction enregistré depuis une vingtaine d'années conjugué à un exode des populations rurales vers les grandes agglomérations, une poussée démographique sensible, une faiblesse dans les capacités de réalisation ont été les ingrédients d'une crise qui continue à sévir.

Cependant, l'extension des plans de développement pour les aménagements urbains, les Pdau, proposés par les communes et adoptés par l'APW, ont permis de lever le lourd handicap qui était le manque d'assiettes pour recevoir et réaliser des programmes de logements.

On indique, ainsi, qu'à l'heure actuelle, pour toute la wilaya, un programme de construction de 6 820 logements est en cours d'exécution dont 2 062 sont achevés et en voie d'être réceptionnés.

A ce programme, on indique que la wilaya de Aïn Defla vient de bénéficier d'un programme complémentaire comportant 15 939 unités d'habitation, dans le cadre du plan quinquennal en cours.

A ces 2 programmes, s'ajoutent les 9 900 aides à l'habitat rural ou le rôle de la wilaya se limitera à accompagner l'autoconstruction.

Pour diminuer les tensions sur le logement social, la wilaya de Aïn Defla a bénéficié en sus de 2 000 aides à la résorption de l'habitat précaire, même en milieu urbain, la commune de Khemis Miliana la plus touchée par le phénomène du vieux bâti à réhabiliter, ont été octroyées, 749 aides qui seront accordées aux demandeurs, après enquête et conformément à une fiche technique dûment établie jusqu'à concurrence de 70 millions de centimes. S'agissant du programme relatif aux logements préfabriqués, qui ont déjà 30 ans d'âge, on indique qu'un logement en dur sera proposé aux locataires de ces chalets à condition qu'ils acceptent de se débarrasser de leur «baraque» et du droit de jouir du terrain. On précise que les dossiers des demandeurs peuvent déjà être déposés au niveau des daïras.

Enfin, pour les familles qui ont tant attendu l'attribution d'un logement décent, dont les dossiers ont été reconnus valides par les commissions d'attribution, n'ayant fait l'objet d'aucun recours, celles-la, pourront emménager dans une dizaine de jours, a promis le directeur de l'exécutif de la wilaya.

Par contre les commissions d'examen des recours qui planchent sur les listes affichées récemment celles des communes de Aïn Defla, et de Khemis Miliana, la validation des dossiers exigeant une nouvelle enquête, eu égard au nombre important de recours introduits, les bénéficiaires retenus ne recevront les clés qu'en septembre prochain.

Karim O.